**Sandro Gozi (Renew).** – Madame la Présidente, 77 % des Européens préféreraient réparer leurs biens plutôt que de les changer. Pourtant, trois quarts d’entre eux sont obligés de jeter sans réparer. Impossible de parler d’économie circulaire sans droit à la réparation. Inacceptable de dénier la liberté des choix aux consommateurs. Nous devons interdire les pratiques d’obsolescence programmée et le choix réparable doit devenir le choix par défaut. L’enjeu est double: créer un marché unique durable et augmenter le pouvoir d’achat des Européens. Droit à la réparation et innovation peuvent parfaitement coexister, l’innovation ne doit pas être utilisée comme une excuse pour ne pas reconnaître le droit à la réparation. On parle de notre vie quotidienne et on parle de la planète, permettez-moi alors de conclure par une métaphore biologique: le corps humain est la plus belle des machines. Quand on se casse un membre ou que l’on a un problème de santé, que fait-on? On répare. Alors pourquoi ce qui est une évidence pour l’homme ne le serait-il pas aussi pour ce que fabrique l’homme?